

LE TEMPS DE LA SÉCURITÉ

La difficulté éprouvée en ce début de siècle à proposer des orientations nouvelles pour la Défense et la sécurité provient en grande partie de la fixation que nous faisons sur le siècle précédent ; nous sommes obsédés par les modes de violence qu'il a déchaînés, et restons persuadés que toute conflictualité est synonyme de ce type de conflagration globale, mondiale, qui en fut la caractéristique. Ne nous trompons pourtant pas d'époque ! Le XX^e siècle est clos et révolu. S'il est important d'en garder la mémoire, comme celle des 150 millions de victimes de la période la plus dévastatrice de notre histoire, il est temps de se désinhiber de ce monde périmé.

L'époque actuelle, qu'on l'appelle ère de l'information ou temps de la démocratie, n'a plus grand-chose de commun avec ce passé excessif. Nous sommes entrés dans cette nouvelle modernité par étapes successives mais décisives ; d'abord, après la Seconde Guerre mondiale et *l'interdiction de la guerre* qui s'ensuivit de fait avec l'adoption par la quasi-totalité des Etats de la charte des Nations unies ; ensuite, avec la fin de la guerre froide et *l'effondrement du dualisme* qui suscitait l'antagonisme de deux systèmes politiques ; enfin, très probablement, avec la récente vague d'attentats terroristes et la blessure profonde qu'ils ont portés à la notion même de *puissance* – et d'invulnérabilité.

Le XXI^e siècle se présente donc mieux. Dans le détail et au vu de l'actualité, on peut en douter tant il paraît catastrophique ; pourtant, statistiquement, c'est moins pire. Une fois rejetée la fatalité clausewitzienne de la guerre, accepté le caractère utopique et inaccessible de la paix, il nous faut consentir à voir le monde dans sa réalité et accepter notre condition, celle de ne pouvoir vivre ni en paix ni en guerre, mais dans cet état d'incertitude permanente et de

conflictualité latente qu'est la crise. Etat effectivement dangereux, car symptomatique d'une violence intrinsèque, polymorphe, aussi difficile à cerner qu'à maîtriser, face aux manifestations de laquelle les peuples, surpris et inquiets, expriment une exigence majeure qui a pour nom sécurité.

Conflictualité et adversité

Il est vrai que la conflictualité contemporaine est inquiétante. Elle paraît tout d'abord inédite parce qu'elle se situe à un niveau infra-étatique et que ses manifestations se sont à la fois délocalisées et décalées - *ailleurs et autrement* -, dans des lieux exotiques et sous des modes asymétriques déconcertants. Elle est aussi surprenante car, faute de pouvoir dresser les Etats les uns contre les autres, elle se faufile au sein des sociétés pour les pervertir et les affaiblir. Elle semble surtout inépuisable, par la durée des conflits et l'énergie inlassable des acteurs, par l'inaptitude quasi générale à la maîtriser qu'éprouvent les systèmes classiques de Défense, conçus pour la confrontation. La planète nous apparaît ainsi de plus en plus chaotique et violente, avec la trentaine de conflits qui polluent des régions entières sinon des continents, comme l'Afrique, avec un terrorisme polymorphe aussi indescriptible qu'insaisissable, avec l'insécurité qui fait la une de la vie quotidienne, avec la délinquance, le banditisme, la criminalité...

Tout cela est bien réel et difficilement acceptable très longtemps, ne serait-ce que par crainte du pourrissement ou de la contagion de situations qui pourraient se généraliser et nous faire revenir à des formes mondialisées de conflictualité. C'est pourquoi il faudrait sans trop tarder y trouver des remèdes adaptés, sinon des solutions originales, les uns et les autres devant se démarquer de systèmes élaborés dans un autre temps et dans des circonstances où il s'agissait d'assurer la Défense des nations.

Mais nous n'en sommes pas à ce stade extrême et on ne parviendra pas à nous faire croire à l'imminence d'une conflagration mondiale. Méfions-nous de cette tendance, exagérée par les médias, à « théâtraliser le présent » et sachons relativiser les événements. Aussi douloureux soient-ils pour les hommes qui en sont les victimes et déstabilisateurs

pour les sociétés qui les subissent, ces conflits, dits de faible intensité, et ces désordres, y compris le terrorisme dévastateur, ne sont comparables, ni par leur ampleur ni dans leur nature, aux drames colossaux, inouïs, de la « guerre de Trente Ans » de la première moitié du XX^e siècle. Les batailles d'aujourd'hui n'ont rien de commun avec les grands « massacres » d'autrefois, de Verdun ou de la Somme, de Dunkerque ou de Stalingrad...

La doctrine du « zéro mort » en dit d'ailleurs assez long sur notre condamnation définitive de ces hécatombes. Après de tels carnages aussi ruineux qu'insensés, nous avons compris, semble-t-il, qu'une certaine façon - classique et frontale - d'envisager ce qu'on appelle « la Défense » est périmée, parce qu'inefficace : il faut nous désinhiber du XX^e siècle ! Et revenir à des notions plus civilisées, plus habituelles aussi aux humains que nous sommes, pour lesquels la guerre ne fut pas toujours cette stupide « continuation de la politique par d'autres moyens », mais d'abord la nécessité de bouger et la volonté de survivre.

Il ne faudrait pas non plus sombrer dans l'excès contraire, une sorte d'angélisme qui voudrait faire croire à l'éradication prochaine de la violence de la surface de la planète. Sans nécessairement devoir le subir, il y a un niveau de violence en deçà duquel nous aurons de grandes difficultés à descendre : parce que la nature humaine est ainsi faite, que nos instruments de régulation et de négociation sont très imparfaits, que la veulerie et la corruption se répandent, qu'en réalité des pans entiers de nos systèmes économiques, industriels et politiques, alimentent une violence qui leur sert d'alibi et parfois d'argument de pouvoir. Ce monde-là a sans aucun doute plus besoin de solidarité et de fraternité que de chars et de canons dont la destination n'est pas de régler ce type de problèmes.

En dehors de la nature même de la conflictualité, ce qui a changé de façon tout aussi radicale, c'est l'adversité. Après 1945, surtout après 1989, l'*ennemi* a en effet disparu. Son évanouissement – durable sinon définitif – nous oblige à nous débarrasser de cette obsession de la menace qui avait tant servi à travers les siècles à mobiliser les énergies et à structurer les nations. Cette conception de l'*autre*, de son adversité nécessaire, de sa dangerosité constructive, de son affrontement cyclique

et régénérateur, nous savons désormais ce qu'elle vaut : ruine et malheur. On voit bien les tentatives, conduites ici et là, par certains Etats, et non des moindres, pour se reconstituer par commodité des ennemis de circonstance - islam, Etats voyous, axe du Mal...-, mais on sait aussi que ces tentations d'un retour à un manichéisme d'un autre temps doivent être dénoncées et qu'elles ne peuvent qu'être vouées à l'échec. Pour l'excellente et suffisante raison que la plupart des Européens ainsi que la plupart des habitants de la planète n'admettent plus une telle conception de la vie internationale. Non par une faiblesse coupable ou une sorte d'impuissance congénitale, comme le dénonçait récemment Robert Kagan s'agissant des pays européens, mais parce que nous avons conscience d'être entrés dans une ère nouvelle, celle de l'information, de la connaissance et de la démocratie. Et celle-ci nous incite, semble-t-il, à une *autre idée de l'homme*, plus égalitaire, moins injuste, fraternelle... Nos sociétés ne peuvent pas durablement, sans risques pour leur sécurité, continuer de prôner une chose et pratiquer son contraire, invoquer les « droits de l'homme » comme une panacée tout en considérant les autres comme des adversaires, prêcher en même temps la religion de l'humanisme et le culte de l'ennemi. Si nous croyons à la première, le second est impie : nos frères ne sont pas nos ennemis, au pire des rivaux, ce qui ne devrait pas porter au drame.

Accepter la responsabilité de cette nouvelle époque et vouloir conserver nos chances d'être acteurs à l'ère de l'information, c'est tout mettre en œuvre pour entrer en coïncidence avec elle, accepter en particulier de renouveler la plupart de nos concepts et récuser toute vision manichéenne d'un monde qui n'est pas nécessairement peuplé - chez nous et ailleurs - de bons ou de méchants, mais d'hommes et de femmes dont les problèmes, les aspirations et les oppositions provoquent des désordres et des conflits douloureux dont il convient de les soulager. Sur ces deux sujets, conflictualité et adversité, s'affrontent aujourd'hui des conceptions divergentes, l'une représentée par les Etats-Unis, plus clausewitziens que jamais et décidés, semble-t-il, à reconfigurer le monde selon cette dualité guerre-paix, ami-ennemi ; l'autre proposée par certains (rares) Européens et un grand nombre de pays du Sud qui tentent de penser le monde en d'autres termes que ceux de la seule puissance.

Vigilance et protection

Mais sommes-nous capables d'imaginer ce monde – et les relations entre Etats – sans systématiquement les penser en termes de rapports de forces ? Pouvons-nous penser « la Défense » autrement qu'en termes de menaces, d'agressions, et pour tout dire de guerre ? Face à cette violence (insidieuse, infra-étatique, asymétrique...) qui tend effectivement à s'étendre car rien ne s'oppose à elle que des instruments de puissance aussi inefficients que provocateurs, il nous faut revenir à des notions plus modestes en termes tant politiques que financiers et mieux adaptées sur un plan qu'on pourrait appeler « stratégique » si ce qualificatif n'était pas devenu dérisoire. Si le système de Défense du XX^e siècle s'est condamné lui-même par sa dangerosité, son coût et son inefficacité, il nous appartient de le transformer en un autre, qui privilégierait enfin la sécurité, c'est-à-dire la capacité de vivre en cohérence avec les autres, dans le respect d'un ordre interne et externe communément accepté.

A l'évidence, ce que réclament les peuples, ce n'est pas qu'on exerce la « puissance », expression d'une volonté de domination et donc de mépris de l'autre, mais qu'on s'essaye à la « tolérance », forme du respect et de l'acceptation de l'autre ; c'est surtout qu'on s'attaque aux causes de leurs problèmes de vie et, ce faisant, qu'on leur offre un cadre de vie qui les autorise à satisfaire leurs plus modestes aspirations, non de décrocher la lune mais de tendre vers un petit bout de bonheur terrestre. Et ces problèmes s'appellent effectivement délinquance, banditisme, criminalité, vandalisme, trafic, corruption... Si les Etats n'ont plus à se faire la guerre entre eux, les voilà enfin libres de faire le ménage à la maison et de faire respecter la tranquillité dans les environs ! Autant de bonnes raisons pour qu'ils se dotent d'urgence – et en toute cohérence – des concepts, des systèmes et des instruments locaux, nationaux, régionaux, mondiaux, de cette difficile mais nécessaire entreprise.

A priori, le problème ne paraît pas insurmontable. Car des pays qui ont survécu aux catastrophes du siècle passé ont sans doute les capacités d'adaptation et de règlement de ces questions d'insécurité qui, si elles demeurent importantes, sont quand même à une moindre échelle. Ou bien serait-il vrai que les nations ne réagissent que sous la contrainte ou dans les tragédies, se laissant aller à la facilité par le « petit temps » ?

Mais ce qui semble manquer le plus aujourd'hui, c'est la clairvoyance stratégique. A l'échelon national comme à celui de l'Union européenne, on semble fasciné par le modèle américain et on rêve de l'imiter sinon de faire poids égal en termes de puissance, alors qu'il faudrait tenter de s'adapter aux nécessités du temps.

Celles-ci sont de trois ordres. S'attaquer aux racines du mal, interne et externe, ce qui relève de l'action politique et économique. Accorder un niveau de surveillance et d'alerte permanentes aux réalités du monde (changements, déséquilibres, risques, dangers), endiguer les manifestations excessives de la violence et garantir un fonctionnement de nos sociétés aussi harmonieux que possible, ces deux dernières tâches concernant précisément le système de sécurité. Celui-ci, au contraire d'un appareil de Défense, n'a pas besoin d'une menace explicite pour se justifier : il est nécessaire « en soi », comme se justifie pour un particulier la nécessité d'assurer ses biens ou sa vie, non contre un accident prévisible ou un prédateur nommément désigné mais contre une série de risques inventoriés et estimés en fonction de faits constatés, par la réalité de la violence et les circonstances des désordres.

Pour répondre aux exigences de nos sociétés, le système doit présenter la garantie de leur pérennité en assurant les deux conditions de la sécurité que sont la *vigilance* et la *protection*, celle-ci dépendant étroitement de celle-là, articulée à partir du concept de prévention et supposant une révision radicale de la composante renseignement. C'est autour de ces fonctions que doit s'organiser le système de sécurité. Leur caractéristique principale réside dans leur globalité. Ni la vigilance ni la protection ne sont des concepts exclusivement militaires, ce qui induit l'orientation du système vers la mixité – civilo-militaire – seule à même, par l'étendue des capacités et des synergies, de faire face à la complexité des missions.

Il faut néanmoins permettre à l'institution militaire d'exister en tant que telle au sein de ce système. Mieux, il faut qu'elle puisse s'y affirmer. Non pas, comme l'a affirmé Psichari, « parce qu'une armée, ça sert à ce qu'il y ait des militaires », mais parce que l'Etat comme la société ont besoin de ce pilier de la République, de sa présence, de son organisation rigoureuse, de son modèle de service, de sa disponibilité ; bref, de son

exemplarité productrice de repères. Sans nécessairement qu'il faille mettre les militaires en avant à tout propos, ni inonder de généraux les antichambres des palais de la République, il semble bien que celle-ci ait tendance à trop les négliger, voire à les marginaliser, se privant ainsi de concours solides et précieux.

Cet aspect formel et de représentation, dont l'importance une fois encore ne devrait pas être sous-estimée, ne doit pas occulter les fonctions majeures qui sont celles de l'institution militaire au cœur du système de sécurité, à savoir la *dissuasion*, la *protection* du territoire et des populations, *l'action extérieure*. Ces trois fonctions ne surprendront personne ; ce sont les missions confiées habituellement aux Armées. Tout est dans l'ordre et dans l'importance relative qu'on leur attribue.

Garantir l'Etat et la survie, telle est la mission prioritaire de la force de dissuasion. Mais ce qui importe dans ce domaine, on le sait, c'est la suffisance ; aussi convient-il d'en rester à un niveau de puissance « raisonnable » et de maintenir l'armement nucléaire « en état ». En revanche, ce qui paraît incompréhensible, c'est que pour d'aussi bonnes raisons, on reste à l'écart de la construction d'un système anti-missiles qui, une fois déployé, rendrait inopérante la capacité de dissuasion nucléaire.

La seconde mission dans l'ordre de nécessité mais sans doute la première par son importance, on l'aura compris, est de pouvoir protéger le territoire et la population. Dans ce domaine, nous sommes dangereusement à côté du sujet. L'armée, au-delà de sa simple présence, a pour finalité de servir la nation française, sa société, sa base territoriale sur laquelle reposent ses fondements politiques, économiques, sociaux, culturels... La société a besoin d'hommes et de femmes qui se consacrent à son service, qui s'en portent garants, dévoués à ce qu'elle représente, cette idée de patrie pas si morte que ça. La mission de protection, actuellement délaissée ou assurée avec de faibles moyens, doit être sérieusement reconsidérée.

La fonction d'action extérieure, symbolisée par la capacité de projection, la plus prestigieuse parce que largement médiatisée, semble par contre pouvoir être relativisée. Elle n'a en effet de justification que dans un cadre multinational, pour porter aide à un pays ami ou pour répondre à

une demande des instances internationales. On voit bien qu'il ne peut s'agir que de forces peu nombreuses, spécialisées et entraînées aux réalités des conflits actuels... Mais pas une armada prête à envahir, à conquérir, à livrer d'hypothétiques et surtout chimériques batailles. L'intervention conduite en Côte d'Ivoire depuis décembre 2002 montre bien les limites de l'exercice et la spécificité de la force nécessaire.

*

On s'en tiendra pour l'instant à cette esquisse, par définition imparfaite et sommaire. Car l'essentiel n'est pas aujourd'hui de décrire précisément l'organisation et les moyens d'un futur système de sécurité, mais bien de faire en sorte qu'on en accepte l'idée. Il semble que, dans le débat en cours sur l'avenir de la PESD, cette arlésienne de la sécurité et de la défense, l'Union européenne, avec à sa tête la France, ait effectivement une responsabilité historique, celle de concevoir, puis de mettre sur pieds, un modèle d'organisation de la sécurité, pour elle-même et les peuples qui la constituent, mais aussi pour les autres nations. Cette alternative est indispensable au monde contemporain pour entrer dans la nouvelle modernité, celle de la cohésion et de la solidarité, que nous avons appelée de nos vœux.

Ce texte a été publié dans le numéro 13 d'AGIR, en hiver 2003.